

L'Adresse

certaines conditions, et il identifie des objectifs bien précis: la participation à la création de 2,5 millions de nouveaux emplois. C'est un objectif précis, possible à atteindre, puisque le gouvernement conservateur, depuis 1984, n'a fait que rencontrer des objectifs difficiles mais identifiables, identifiés et atteignables.

• (1330)

Donc, 2,5 millions de nouveaux emplois et l'augmentation d'au moins 25 p. 100 du revenu réel d'ici l'an 2000, cela devient une nécessité. On parle depuis quelques années de la classe moyenne qui semblerait s'éliminer de nos sociétés et que nos sociétés se retrouveraient avec des gens plus riches et avec des gens plus pauvres. Il n'est pas nécessaire à ce moment-ci de discourir ou de discuter cet énoncé. Mais il ne fait aucun doute qu'avec le développement extrêmement accéléré et rapide des sociétés, cette classe dite moyenne a plus de difficulté à s'identifier, à plus de difficulté à trouver son devenir et par le fait même, le gouvernement, étant conscient de ses responsabilités, étant conscient du mouvement de la société, décide, en plus de cette création d'emploi, de l'augmentation d'au moins 25 p. 100 du revenu réel. Cela permettra à cette société de pouvoir se développer davantage en termes de mieux-être.

Le troisième point: le gouvernement, comme il l'a toujours été, mais de façon plus immédiate, veut être très attentif aux préoccupations de la population. Les priorités des citoyens sont, comme il se doit, les préoccupations des parlementaires. C'est le troisième volet que l'on trouve dans le discours du Trône et je suis, je le répète, bien heureux de pouvoir commenter cette dimension de notre gouvernement.

Si vous me le permettez, monsieur le Président, je vais tirer à grands traits certains passages d'un document qui avait été présenté à la Commission Bélanger-Campeau. Cette dernière, pour les raisons qui lui sont connues, n'a pas fait grand état de ce mémoire présenté par la Corporation des psychologues de la province de Québec. Ce document s'intitule «L'identité collective et l'évolution de la société québécoise». Il m'apparaît être utile à l'intérieur du discours du Trône de pouvoir glaner certains passages et de vous les présenter.

Presque au tout début du document, on peut lire «... la croissance des problèmes de santé mentale est isomorphe de l'acuité des problèmes sociaux rencontrés depuis quelques années». Les psychologues utilisent souvent des expressions. . . Vous me faites signe qu'il ne me reste que deux minutes, mais monsieur le Président, je n'ai pas encore commencé. Alors, j'irai plus vite.

«Le Québec compte un des plus hauts taux de suicides chez les jeunes en Occident. Une surconsommation de tranquillisants et de sédatifs—qui a fait dire que nous vivions à l'heure de la révolution tranquillisée—des diffi-

cultés dans les rapports avec les minorités ethniques—que la crise amérindienne a de nouveau illustrés—un vieillissement de la population s'articulent bien mal avec la chancelante intégration des jeunes au marché du travail, une transformation radicale de la famille, un appauvrissement des groupes sociaux plus vulnérables au ralentissement économique et enfin, les journaux en font amplement état, une croissance des formes ouvertes de violence conjugale, familiale, urbaine, raciale et autres».

Je suis obligé de m'arrêter à cet énoncé puisque le temps passe trop rapidement, mais, monsieur le Président, si les psychologues ont pu, avec la conscience professionnelle qui leur est propre, inscrire au tout début de leur document le passage que je vous lis, il faut nécessairement que nos sociétés puissent revenir et reprendre cette notion d'unité du pays.

Je vais terminer, si vous me le permettez. . . Est-ce que mon temps de parole est terminé, monsieur le Président?

J'aurais bien aimé vous lire un passage d'un article et me permettre de me citer moi-même où je dis: «Dans le passé, il est arrivé souvent que l'histoire du Québec se confonde avec l'histoire du Canada. Il le faut bien puisque nous en sommes. L'importance des Québécois sur la scène politique fédérale nous fournit un bon indice de l'influence que nous avons toujours eue dans l'orientation des destinées du Canada. L'importance du Québec dans l'ensemble canadien ne peut demain qu'être plus grande si nous le voulons. Nous sommes aujourd'hui en situation de jouer un rôle plus important que nous ne l'avons encore jamais fait. Un jour, qui n'est peut-être pas si lointain, les Québécois seront considérés par l'ensemble des Canadiens, comme étant ceux qui auront sonné l'alarme au moment où il en était encore temps».

J'aurais aimé pouvoir vous dire que Sir Wilfrid Laurier, vingt ans après la Confédération, comme le mentionnait notre premier ministre, disait déjà. . .

Le président suppléant (M. Pronovost): Je regrette de devoir interrompre l'honorable député d'Outremont, mais j'ai déjà été généreux dans le temps qui lui a été alloué.

Période de questions et commentaires. L'honorable députée de Bourassa.

Mme Marie Gibeau (Bourassa): Monsieur le Président, je voudrais remercier mon honorable collègue pour ses propos.

J'ai quelques petites précisions que j'aimerais lui demander. En tant que psychologue, lorsqu'il parlait des préoccupations des citoyens qui sont, de par leur nature même, des préoccupations individuelles, comment va-t-il faire pour réconcilier ou comment recommande-t-il que, comme gouvernement, nous puissions réconcilier des préoccupations individuelles avec des priorités gou-